



## RENOVATION DE LA CLOTURE DU CENTRE DU RIPAUT – PHASE 2

**Marché classifié SECRET  
AVEC détention d'ISC**

Marché CEA n° B25-00646

### ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

### ET :

La société [à compléter par le soumissionnaire], au capital de [à compléter par le soumissionnaire] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le soumissionnaire], sous le numéro [à compléter par le soumissionnaire], ayant son siège social [adresse à compléter par le soumissionnaire], et dont l'entité [à compléter par le soumissionnaire] située [à compléter par le soumissionnaire] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire à compléter par le soumissionnaire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire à compléter par le soumissionnaire],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »  
d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## TABLE DES MATIERES

<b>INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - STRUCTURATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7 - AVANCE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 8 - MODIFICATION DES TRAVAUX.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 - DUREE ET DELAIS .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 10 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 11 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT / GESTION DES DÉCHETS / ECONOMIES D'ENERGIE .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 12 - SUIVI DU MARCHÉ – REUNIONS .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 13 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 14 - CONTROLES TECHNIQUES.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 15 - REMISE DE DOCUMENTS.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 16 - MISES A DISPOSITION PARTIELLE.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 17 - RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 18 - GARANTIES.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 19 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 20 - PENALITES.....</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 21 - AUDITS ET INSPECTIONS .....</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET .....</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 23 - TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 24 - RESILIATION .....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE N° 1 - PLANNING GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION .....</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE N°2 - DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE – DPGF .....</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE N°3 – ECHEANCIER SAP .....</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE N°4 - TAUX HORAIRE APPLICABLES POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE N°5 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION .....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE N°6 - CAUTION BANCAIRE .....</b>	<b>41</b>

**INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent Marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

		Prénom NOM	COORDONNEES	ADRESSE
CEA	Suivi Technique	Jean-Marc VERSOL	Tel : 02.47.34.47.74 Email : <a href="mailto:jean-marc.versol@cea.fr">jean-marc.versol@cea.fr</a>	CEA/Le Ripault BP 16 37 260 Monts
	Suivi Contractuel	Anastasia CANEZI	Tel : 02 47 34 42 95 Email : <a href="mailto:anastasia.canezi@cea.fr">anastasia.canezi@cea.fr</a>	CEA/Le Ripault BP 16 37 260 Monts
Titulaire	Suivi Technique	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]
	Suivi Contractuel	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]	[à compléter par le soumissionnaire]

Dans le cas où l'interlocuteur du Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA par simple courrier au plus tard 15 (quinze) jours avant le changement effectif d'interlocuteur. Le Titulaire fait son affaire du transfert d'informations et des éventuelles modalités administratives nécessaires au bon déroulement du Marché. **Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.**

Les correspondances entre le Titulaire et le CEA sont nominativement adressées aux interlocuteurs désignés ci-dessus pour les parties les concernant.

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la rénovation de la clôture du centre Ripault, ci-après désignée « les Travaux », pour le compte du centre CEA/LE RIPAULT situé à Monts (37).

Les prestations principales sont :

- La réfection d'éléments ou parties de clôture,
- La conception d'un système de clôture,
- La réalisation des systèmes conçus,
- La destruction de clôture.

Les Travaux sont découpés en 11 zones de travaux et un poste de prestations générales détaillés au cahier des charges.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Plan Contractuel de Sécurité, référencé [à compléter par le CEA] dans sa version en vigueur,
- Les prescriptions techniques du marché et leurs annexes comprenant :
  - o La partie « DR » du cahier des charges référencé DR48 en date du 24/01/2025 dénommé ci-après « Cahier des charges » et tous les documents afférents cités au CdC,
  - o La partie classifiée du cahier des charges référencé [à compléter par le CEA] en date du 24/01/2025 dénommé ci-après « Cahier des charges » et tous les documents afférents cités au CdC
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D, et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencée SYM R0101 YTL STG Q 09 00 001 C du 23/11/2010,
- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT 08 01 296 B,
- Le règlement intérieur du CEA Le Ripault en vigueur, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition de janvier 2022 (téléchargeables sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr) - Espace entreprises),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeables sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr) - Espace entreprises),
- À titre supplétif, la proposition de la Titulaire référencée [à compléter par le soumissionnaire] en date du [à compléter par le soumissionnaire].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent marché sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance des documents énumérés ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - STRUCTURATION DU MARCHÉ**

Les Travaux du Marché sont répartis comme suit :

	Tranches	Désignation
<b>Parts forfaitaires</b>	Ferme	Postes et zones suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prestations générales,</li> <li>• Zone Nasse</li> <li>• Zone F</li> <li>• Zone I-E</li> </ul>
	Optionnelle n°1	Zone H
	Optionnelle n°2	Zone D
	Optionnelle n°3	Zone G
	Optionnelle n°4	Zone A'
	Optionnelle n°5	Zone K
	Optionnelle n°6	Zone J
	Optionnelle n°7	Zone A
	Optionnelle n°8	Zone L
<b>Part estimative</b>	<p>La part estimative est composée de Travaux sur devis préalables qui seront forfaitaires et d'un montant plafonné selon l'article « Conditions financières ».</p> <p>Ces éventuels travaux sont réalisés sur demande expresse du CEA.</p> <p>En aucun cas cette part estimative ne constitue pas un engagement du CEA. Les modalités de notification sont précisées à l'article 8 infra.</p>	

Les modalités d'affermissement des tranches optionnelles sont précisées à l'article 9 du présent marché. L'affermissement de ces tranches ne constitue pas un droit, le prix des tranches optionnelles est consenti sans rabais ni indemnité de dédit et d'attente

Il est précisé que la numérotation des tranches optionnelles ne présume pas de leur ordre d'affermissement.

### **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

#### **4.1 Obligations du CEA**

Le CEA s'engage, le cas échéant, à communiquer au Titulaire les renseignements et données nécessaires à la bonne compréhension et exécution des Travaux.

## **4.2 Obligations du Titulaire**

### **4.2.1. Obligation de résultat**

Les Travaux doivent être réalisées conformément aux exigences définies dans le cahier des charges et les documents applicables définis dans les pièces contractuelles à l'article 2 supra.

#### **Le Titulaire a une obligation de résultat :**

Le Titulaire s'engage à réaliser et à livrer les Travaux objet du présent Marché, en conformité avec les exigences définies dans le DCE et les documents applicables référencés à l'article 2 du Marché.

Le Titulaire s'engage à une obligation de résultat, notamment à réaliser et à livrer, avec son Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), son Dossier d'Exploitation et de Maintenance (DEM) et son Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO) complets conformes à l'ensemble des prescriptions techniques précisé dans les documents contractuels.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en nombre suffisant pour assurer la qualité et la continuité des Travaux et à l'obtention des résultats tels que définis dans le Marché, pendant toute sa durée et pour l'ensemble des Travaux réalisées à ce titre.

Le Titulaire s'engage à mettre en place l'ensemble des matériels nécessaires à la réalisation des Travaux et à l'obtention des résultats tels que définis dans le Marché, pendant toute sa durée et pour l'ensemble des Travaux réalisées à ce titre.

Les Travaux comprennent la totalité des éléments nécessaires à la bonne réalisation de l'ensemble de l'installation visée en objet.

Ces Travaux seront exécutés sous l'entière responsabilité du Titulaire et sous la responsabilité de son personnel d'encadrement.

#### **Aucun supplément de prix ne sera accordé à ce titre :**

Le Titulaire est réputé sous sa pleine et entière responsabilité s'être assuré de l'exactitude des côtes et des indications des plans et descriptifs qui lui sont fournis en données d'entrées par le CEA.

La Prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, est en tout point conforme aux exigences définies dans les documents applicables susmentionnés et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il juge nécessaires et de demander au CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Le Titulaire informera le CEA de tout événement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des Travaux qui lui auront été commandées, sans que cette information ne modifie ses obligations contractuelles.

Il lui appartient de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander au CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Il doit notamment de sa propre initiative prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution de sa mission avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les Travaux dont il a la charge. Il doit également dans ce même objectif et en tant que de besoin solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, le Titulaire doit avoir relevé tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du Marché. Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficultés d'accès ou d'organisation dues aux particularités de la Prestation.

#### *4.2.2. Obligation de conseil*

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Travaux qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite des Travaux, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### *4.2.3. Lutte contre le travail dissimulé*

Outre les dispositions de l'article 21.1 des CGA (chapitre 8 – Exécution des prestations), le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 à L.32432, L.3243-4 et L.1221-13 du Code du Travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

#### *4.2.4. Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale*

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

#### *4.2.5. Sous-traitance*

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus doivent être obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur sera confié. Le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire (le Titulaire pourra obtenir le formulaire sur simple demande auprès du correspondant commercial du présent marché).

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

#### *4.2.6. Confidentialité*

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

#### *4.2.7. Personnel du Titulaire*

##### **Dispositions générales**

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

##### **Agrément**

Le personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

##### **Encadrement**

Le Titulaire doit obligatoirement affecter aux prestations un responsable de site qui assurera le management de ses ressources humaines, sera responsable de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, de la réglementation en vigueur sur le site CEA et, d'une manière générale, de l'application des clauses du Cahier des charges, ainsi qu'un responsable sécurité.

#### *4.2.8. Moyens nécessaires aux travaux*

Le Titulaire fournit et met en œuvre tous les moyens (main d'œuvre, matériel, outillage, etc.) nécessaires à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés et qui sont exécutés sous son entière responsabilité, selon les règles de l'art et les normes en vigueur applicables.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché. Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

Le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.



**ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

**5.1 Caractéristiques de prix pratiqués**

Pour la tranche ferme et les tranches optionnelles, les prix sont forfaitaires et révisables.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité du centre et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

**5.2 Montant du marché**

**5.2.1. Montant de la tranche ferme**

Le montant de la tranche ferme du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit **juin 2025** est fixé à la somme révisable et forfaitaire de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

<i>Prestations générales</i>	.....	€ HT
<i>Zone [à compléter par le CEA]</i>	.....	€ HT
<i>Zone [à compléter par le CEA]</i>	.....	€ HT
<i>Zone [à compléter par le CEA]</i>	.....	€ HT

**5.2.2. Montant des tranches optionnelles**

Le montant des tranches optionnelles du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit **juin 2025** est fixé à la somme révisable et forfaitaire de :

Tranche optionnelle n°1	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°2	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°3	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°4	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°5	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°6	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°7	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse
Tranche optionnelle n°8	..... € HT
	[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse

### 5.2.3. Montant de la part estimative sur devis forfaitaire préalables

Le présent marché comprend une part estimative destinée à couvrir des aléas, des modifications ou des travaux supplémentaires nécessaires, sur demande expresse du CEA.

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à la somme de 10% du montant HT de la part forfaitaire affermée du marché.

**Soit au maximum : à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT**

(à compléter par le CEA sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

### 5.2.4. Montant plafond du marché

En cas d'affermissement de l'ensemble des tranches, le montant plafond du présent marché s'élève à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] **Euros HT** ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] euros hors taxes).

## 5.3 Décomposition des prix

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est présentée à l'annexe 2. Ce tableau présente pour chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant.

S'agissant d'un marché forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble des prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature ou élément d'ouvrage, entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans le DPGF ne peuvent conduire à une modification dudit prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

#### 5.4 Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise du l'offre soit **juin 2025**.

##### 5.4.1. Révision des prix de la tranche ferme

Les prix du marché (hors part estimative) sont révisables semestrielle (à terme échu), soit tous les 6 mois à compter de la notification du marché, à la demande du Titulaire dans le cadre et les limites de la réglementation des prix en vigueur ou à venir.

Les prix sont révisés semestrielle en application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,25 \text{ ICHT Const/ICHT Constr}_0 + 0,30 \text{ BT42/BT42}_0 + 0,30 \text{ BT01/BT01}_0)$$

Dans laquelle :

P= Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit **juin 2025**.

**ICHT Const /BT42/ING** = valeur connue et publiée de chaque indice défini ci-dessous, dernière indice connu avant la date de révision des prix ;

**ICHT Const<sub>0</sub>/BT42<sub>0</sub>/ING<sub>0</sub>** = valeurs respectives de ces mêmes indices aux conditions économiques du mois « m0 » de remise de l'offre, soit **juin 2025**.

Avec :

- ICHT Construction : indice du coût horaire du travail dans le secteur de la construction. Référence INSEE 001565188,
- BT42 : Valeur de l'index INSEE « Menuiserie en acier et serrurerie ». Reference INSEE 001710975
- BT01 : Valeur de l'index INSEE « Tous corps d'Etat ». Référence INSEE 001710986

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur en application de l'article 25.2 des CGA.

La révision définitive des prix opérée sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule est définitive.

*Les indice et la formule de révision des prix peuvent faire l'objet d'une négociation, à la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction de l'offre retenue.*

#### Modalités :

Le Titulaire transmet par écrit (mail) au correspondant commercial (BACO du CEA/LR) une proposition de calcul de la formule, au moins 15 jours, avant l'envoi de sa facture de révision de prix (via Chorus) et de la situation mensuelle correspondante.

La révision ne pourra être effective qu'après l'accord écrit du CEA sur proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit sa date de réception. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

La révision fera l'objet d'une facturation séparée.

Si, au cours de l'exécution du présent marché, un ou plusieurs indices choisis cessait/aient de paraître, sans substitution de nouvel indice de l'INSEE avec son coefficient de raccordement, les Parties se rencontreront pour définir un indice de remplacement.

#### 5.4.2. *Claude de sauvegarde :*

Dans le cas où l'application de la formule de révision des prix conduit à une augmentation supérieure de 3% par rapport au prix initial ou dernier prix révisé, le titulaire et le CEA peuvent mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations. Si les parties ne trouvent d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

#### 5.4.3. *Actualisation des prix des tranches optionnelles*

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre finale et le début d'exécution des prestations de la tranche concernée. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de réception de la décision prescrivant le début d'exécution des prestations de la tranche.

Les prix sont actualisés en application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,30 \text{ ICHT Const/ICHT Constr}_0 + 0,35 \text{ BT42/BT42}_0 + 0,35 \text{ BT01/BT01}_0)$$

Dans laquelle :

P= Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit **juin 2025**.

**ICHT Const /BT42/ING** = valeur connue et publiée de chaque indice défini ci-dessous, dernière indice connu avant la date de révision des prix ;

**ICHT Const<sub>0</sub>/BT42<sub>0</sub>/ING<sub>0</sub>** = valeurs respectives de ces mêmes indices aux conditions économiques du mois « m0 » de remise de l'offre, soit **juin 2025**.

Avec :

- **ICHT Construction** : indice du coût horaire du travail dans le secteur de la construction. Référence INSEE 001565188,
- **BT42** : Valeur de l'index INSEE « Menuiserie en acier et serrurerie ». Reference INSEE 001710975
- **BT01** : Valeur de l'index INSEE « Tous corps d'Etat ». Référence INSEE 001710986

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième inférieur en application de l'article 25.2 des CGA.Modalités : identique à la révision des prix de la tranche ferme.

*Les indice et la formule d'actualisation des prix peuvent faire l'objet d'une négociation, à la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction de l'offre retenue.*

## 5.5 Régime fiscal

Le montant du présent marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au taux en vigueur le jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

## 5.6 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée à chaque terme de facturation. La mention d'une retenue de garantie devant être obligatoirement portée sur la facture.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Cette garantie à première demande (GAPD), établie conformément au modèle joint en annexe 6 du présent marché, devra être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire transmet la facture correspondant au premier terme de paiement. Dans l'hypothèse où la GAPD ne serait pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant au premier terme de paiement sera prélevée et le Titulaire n'aura plus la possibilité de la cautionner jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### 6.1 Conditions de facturation

#### 6.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir : n° de commande SAP
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe n°3).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr).

Au préalable de l'établissement de la facture, le Titulaire doit faire valider la situation mensuelle d'avancement, établie en utilisant le cadre du DPGF, par le Pilote de Travaux CEA, ou le cas échéant, par l'AMOE. Le Titulaire doit attendre la validation de cette situation d'avancement pour déposer sa facture sur Chorus, à défaut la facture sera rejetée.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire (MDS), chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG  
SCD/BCD  
Bâtiment AD  
Comptabilité fournisseurs  
Bruyères-le-Châtel  
91297 ARPAJON Cedex

#### 6.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### 6.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises avec la facture.

### 6.2 Conditions de paiement

Les Travaux de la part forfaitaire sont facturés de la manière suivante :

Tranches	Etapes	Conditions	Fréquence	Montant à l'échéance
Ferme	Prestations générales	100% du montant HT du poste « Prestations Générales » du présent marché et les taxes correspondantes sur situations mensuelles d'avancement validées par le CEA. Ces décomptes mensuels seront présentés comme décrit au paragraphe 29 des CGA.	Mensuelle	[à compléter par le CEA]

	Avancement des Travaux – <b>par zone</b>	80% du montant HT de la zone concernée de la tranche ferme du présent marché et les taxes correspondantes sur situations mensuelles d'avancement validées par le CEA. Ces décomptes mensuels seront présentés comme décrit au paragraphe 29 des CGA,	Mensuelle	[à compléter par le CEA]
	Réception des Travaux – <b>par zone</b>	20% du montant HT de la zone concernée de la tranche ferme du présent marché et le solde des taxes à la signature du procès-verbal de réception.	/	[à compléter par le CEA]
<b>Optionnelles n°1 à n°8</b>	Avancement des Travaux – <b>par tranche</b>	80% du montant HT de la tranche concernée du présent marché et les taxes correspondantes sur situations mensuelles d'avancement validées par le CEA. Ces décomptes mensuels seront présentés comme décrit au paragraphe 29 des CGA,	Mensuelle	[à compléter par le CEA]
	Réception des Travaux – <b>par tranche</b>	20% du montant HT de la tranche concernée du présent marché et le solde des taxes à la signature du procès-verbal de réception.	/	[à compléter par le CEA]

Pour les Travaux réalisés dans le cadre de la part estimative :

- 100 % du montant HT de la FM/OM après acceptation des Travaux et signature du procès-verbal de réception.

## **ARTICLE 7 - AVANCE**

### **7.1 Conditions générales d'octroi des avances**

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant de la tranche affermie est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du tranche affermie TTC ferme du diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant de la tranche affermie est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 20% du montant TTC ferme du de la tranche affermie diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

### **7.2 Avance accordée au Titulaire**

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% (ou 20% si PME) ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

*A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.*

### 7.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA démarre quand le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65 %.

### 7.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 7 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES TRAVAUX**

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. **Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.**

Pendant l'exécution du marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche d'Aléas Techniques (FAT) ou d'une Fiche d'Evolution (FDE).

### ***Pour les études***

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.



**Pour les travaux**

Pour chaque fiche, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- application des taux horaires par qualification définis par le marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA,
- application de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux horaires par qualification, définis par le marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, en isolant le coefficient d'approvisionnement défini par le marché, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles,
- devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements avec application du coefficient de peines et soins défini dans le DPGF. **Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.**

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de 21 jours calendaires à compter de la date de notification desdites fiches.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation de la version finale de la Fiches De Modification sur Devis Préalables (FDMDP).

En cas de désaccord sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

**Modalités de notification des modifications**

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par le CEA.

Les modifications ne pourront être prises en compte financièrement au titre de la part estimative que dans la limite du montant plafond correspondant, défini à l'article Dispositions Financières.

Au-delà de ce plafond, les incidences financières des modifications en plus ou en moins feront l'objet d'un avenant au marché, regroupant les FDMDP, qui permettra les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance du marché.

**ARTICLE 9 - DUREE ET DELAIS****9.1 Durée du marché**

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 5.1 des CGA citées dans les pièces contractuelles de l'article 2 supra, **le Marché entre en vigueur à compter de la date T0, date de la réunion d'enclenchement**, et expire à l'achèvement de tous les travaux incombant au Titulaire.

En cas d'affermissement de l'ensemble des tranches, la durée prévisionnelle du marché est de **8 ans**.

## 9.2 Délais d'exécution de la tranche ferme

La durée prévisionnelle de la tranche ferme est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] à compter de la date de la réunion d'enclenchement (T0).

Il est précisé que **deux (2) zones seront réalisées en même temps au maximum, avec une priorité sur les zones sud Nasse, F et IE.**

Pour la tranche ferme, avec un T0 = date de réunion d'enclenchement de la tranche ferme, le Titulaire respecte à minima les jalons suivants :

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais contractuels
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche ferme	Réunion	/
T1	Fin des études d'EXE spécifiques à la tranche ferme	Passage BPE de tous les documents d'études d'EXE de la tranche	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T2	Démarrage des travaux (priorité zones sud).	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3 - Zone Nasse	Procédures d'essais et d'intégration (PE) de la Zone Nasse	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone concerné	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
<b>T4 – Zone Nasse</b>	<b>Réception de la zone Nasse</b>	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3 - Zone Nasse	Procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone Nasse	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone concerné	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
<b>T4 – Zone Nasse</b>	<b>Réception de la zone Nasse</b>	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3 - Zone Nasse	Procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone Nasse	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone concerné	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
<b>T4 – Zone Nasse</b>	<b>Réception de la zone Nasse</b>	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3 - Zone Nasse	Procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone Nasse	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE) de la zone concerné	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
<b>T4 – Zone Nasse</b>	<b>Réception de la zone Nasse</b>	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire s'exposera à l'application de pénalités prévues au titre du marché en cas de non-respect de ces jalons.

## 9.3 Délais d'exécution et modalités d'affermissement des tranches optionnelles

Les durées des tranches optionnelles débutent à compter de la date de réception de la décision prescrivant l'affermissement de la tranche optionnelle concernée.

L'affermissement des tranches optionnelles relèvent d'une **décision écrite expresse** de la part du CEA. Cette décision prend la forme d'un écrit notifié soit d'un courrier recommandé avec accusé de réception, soit d'un moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception) prescrivant l'affermissement de la tranche optionnelle concernée. Cette décision précise la date de commencement des travaux.

Les délais d'affermissement des tranches optionnelles exprimés dans le marché court à compter de la date T0 = date de réunion d'enclenchement de la tranche ferme, dit T0 ferme.

Le Titulaire s'exposera à l'application de pénalités prévues au titre du marché en cas de non-respect des jalons. Avec un T0 = date de réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle concernée, le Titulaire respecte à minima les jalons suivants :

### 9.3.1. Tranche optionnelle n°1 – Zone H

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Fin des études d'EXE spécifiques à tranche optionnelle	Passage BPE de tous les documents d'études d'EXE de la tranche	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T2	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Démarrage des essais	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T4	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°1 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°1 est affermie par le CEA, au plus tard T0 ferme + 12 mois.

### 9.3.2. Tranche optionnelle n°2 – Zone D

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Fin des études d'EXE spécifiques à tranche optionnelle	Passage BPE de tous les documents d'études d'EXE de la tranche	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T2	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Démarrage des essais	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T4	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°2 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°2 est affermie par le CEA, au plus tard T0 ferme + 12 mois.

### 9.3.3. Tranche optionnelle n°3 – Zone G

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Fin des études d'EXE spécifiques à tranche optionnelle	Passage BPE de tous les documents d'études d'EXE de la tranche	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T2	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Démarrage des essais	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T4	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°3 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°3 est affermée par le CEA, au plus tard T0 ferme + 12 mois.

### 9.3.4. Tranche optionnelle n°4 – Zone A'

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Fin des études d'EXE spécifiques à tranche optionnelle	Passage BPE de tous les documents d'études d'EXE de la tranche	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T2	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Démarrage des essais	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T4	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°4 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°4 est affermée par le CEA, au plus tard T0 ferme + 22 mois.

### 9.3.5. Tranche optionnelle n°5 – Zone K

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

		- PPSPS	
T3	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°5 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°5 est affermée par le CEA, au plus tard T0 ferme + 12 mois.

#### 9.3.6. Tranche optionnelle n°6 – Zone J

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Fin des études d'EXE spécifiques à tranche optionnelle	Passage BPE de tous les documents d'études d'EXE de la tranche	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T2	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Démarrage des essais	Passage BPE des procédures d'essais et d'intégration (PE)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T4	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°6 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°6 est affermée par le CEA, au plus tard T0 ferme + 22 mois.

#### 9.3.7. Tranche optionnelle n°7 – Zone A

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°7 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°7 est affermée par le CEA, au plus tard T0 ferme + 82 mois.

### 9.3.8. Tranche optionnelle n°8 – L

Jalon	Tâches / jalons	Condition de franchissement	Délais
T0	Réunion d'enclenchement de la tranche optionnelle	Réunion	/
T1	Démarrage des travaux	Passage BPE des documents suivants : - PIC - PAQP - PPSPS	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]
T3	Réception	PV de réception signé (avec ou sans réserves)	T0 + [à compléter par le soumissionnaire]

La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle n°8 est de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

La tranche optionnelle n°8 est affermée par le CEA, au plus tard T0 ferme + 58 mois.

### 9.4 Dispositions complémentaires relatives aux délais d'exécution

Le planning général de l'opération est établi sur la base des jalons contractuels fixés ci-dessus, lors de la réunion d'enclenchement et annexé au présent marché. Il est mis à jour par le titulaire autant que besoin.

Le calendrier prévisionnel d'exécution (planning de pilotage opérationnel au CdC) est mis à jour mensuellement. L'acceptation par le CEA de modifications de délai ne désengage pas la responsabilité du Titulaire vis-à-vis des délais initiaux ci-dessus pris à la notification du marché. Il en irait autrement pour les modifications qui ne seraient pas de son fait.

En application des plannings précités, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Ce calendrier est mis à jour pour chaque réunion de suivi / avancement hebdomadaire.

Le Titulaire organise le déroulement et l'articulation de ses prestations, son plan de charge en fonction de ses plannings en intégrant l'ensemble des engagements et exigences du Marché notamment en termes de :

- Tâches à réaliser pour tous les postes.
- Maintien des compétences, des habilitations du personnel...
- Modalités d'exécution.

En cohérence, le Titulaire établit le catalogue méthodique qui planifie la production des Livrables et permet le suivi de l'état des Livrables.

Afin de justifier de la pertinence de son organisation en termes de maîtrise des délais, le Titulaire produira un Livrable présentant un organigramme des tâches, un plan de charge et un dossier de planification qui comprend :

- Les plannings
- La mise en évidence des écarts de planification (diagramme temps/temps) et des chemins critiques.
- Une analyse des écarts et des chemins critiques, de leurs conséquences.
- Des propositions de mesures correctives en cas de dérive de planning.

Le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du CEA, lors des réunions de suivi hebdomadaire.

Au cours du chantier, et avec l'accord des deux parties, le calendrier détaillé d'exécution peut être modifié dans la limite des délais d'exécution du marché fixé ci-avant.

## 9.5 Prolongation des délais d'exécution

Pour pouvoir bénéficier de cette disposition, le Titulaire doit signaler au CEA, par lettre recommandée avec avis de réception, l'événement ou la cause, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de huit jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée qui ne pourra pas être supérieure à la durée d'arrêt du chantier, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le CEA notifie par écrit (ordre de service) au Titulaire sa décision dans un délai de vingt et un jours (hors fermeture du centre) à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le CEA est réputé avoir accepté la demande de prolongation du délai d'exécution qui lui a été adressée.

En tout état de cause, un arrêt du chantier pour non-respect des conditions d'exécution, des exigences de sécurité et de protection des personnels, ou tout autre motif impliquant la responsabilité du Titulaire ne peut prétendre à prolongation des délais ou à rémunération par le CEA.

Tout arrêt de chantier, qu'il soit programmé ou inopiné, donne lieu à l'établissement par le CEA d'un procès-verbal.

### 9.5.1. Arrêts pour intempéries

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution peuvent être prolongés d'une durée égale au nombre de journées d'intempéries reconnus comme tels par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment et des Travaux Publics et dûment constaté par le CEA, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, égal à 5 journées continues ou discontinues pour toute la durée du marché.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Tours (Parcay-Meslay).

Il est précisé qu'en aucun cas, la prolongation des délais en cas d'intempéries ne peut donner lieu, au profit du Titulaire, à une quelconque indemnisation du CEA notamment pour frais de personnel, d'immobilisation de matériel, frais divers et frais généraux.

#### Modalités :

Le Titulaire prendra toute disposition pour s'informer quotidiennement auprès de Météo France des prévisions climatiques de manière à organiser le travail en fonction des risques. Le titulaire transmettra par tout moyen sa demande au CEA dès lors qu'il constatera que les conditions météorologiques définies dans le CdC interdisent la continuation des travaux.

Dans le cas où le Titulaire intervient au cours des intempéries mentionnées au CdC, il engage systématiquement sa responsabilité en cas d'échec de la réalisation des bétons, de la mise en œuvre des remblais ou des enrobés, sauf s'il répond à une demande écrite du CEA.

Le CEA en tant que maître d'œuvre notifie, par tout moyen, les prolongations de délai ou les arrêts en cas d'intempéries.

Afin d'éviter des prolongations de délai en cas de phénomènes naturels, et pour garantir le respect des délais d'exécution, le Titulaire peut proposer des aménagements d'horaires et la durée de ces aménagements (notamment lors des fortes chaleurs) au CEA qui valide, par mail, ces aménagements. Le CEA peut également demander au titulaire de prévoir des aménagements d'horaires sans que celui ne puisse opposer de refus (sauf travail de nuit pouvant générer un coût supplémentaire au titulaire). Il est précisé que les aménagements d'horaires, proposés ou demandés, respectent le droit du travail et les horaires d'accès au site.



### 9.5.2. Arrêts de chantier

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Un arrêt de chantier programmé, pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de 5 (cinq) jours calendaires de préavis, ne donne pas lieu à rémunération ou indemnisation du Titulaire. A ce titre, les jours de fermetures du centre sont des arrêts de chantier programmés.

### 9.5.3. Reprise du chantier

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, en cas d'arrêt de durée inférieure ou égale à 2 jours ouvrés, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 48 heures après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité.

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, en cas d'arrêt de durée supérieure à 2 jours ouvrés, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 5 jours ouvrés après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité.

## **ARTICLE 10 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **10.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Travaux, objet du présent marché, seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé au Ripault. Ils seront exécutés sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le Titulaire a une obligation de résultat quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du CSTP référencé ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

### **10.2 Installations provisoires de chantier sur le site du CEA**

Les installations de chantier dit « base vie » sont précisées au CdC.

### **10.3 Matériel et outillage**

Le Titulaire doit affecter tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire doit fournir l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

### **10.4 Collège des entreprises extérieures intervenant au CEA Le Ripault (CEEI)**

Le CEA Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

**L'adhésion à ce collège est obligatoire.**



### 10.5 Mise à disposition de locaux et de matériels

Le CEA met à disposition du titulaire deux bureaux avec postes informatiques, la désignation précise des locaux et du matériel mis à disposition est détaillée dans la convention d'hébergement annexée au présent marché.

### 10.6 Horaires

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, de **7h30 à 18h30**.

### 10.7 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité au bâtiment 406, téléphone n° 02.47.34.49.49, adresse email : [casdesee@cea.fr](mailto:casdesee@cea.fr)) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

### 10.8 Accidents du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire doit contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

## **ARTICLE 11 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT / GESTION DES DÉCHETS / ECONOMIES D'ENERGIE**

### 11.1 Protection de l'environnement

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique environnementale du site et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute pollution de l'environnement.

En matière de protection de l'environnement, les actions menées par le Titulaire doivent :

- Respecter les réglementations environnementales applicables sur le site du CEA,
- Maîtriser les impacts environnementaux des activités sur site (optimisation des consommations de ressources naturelles, prévention des pollutions et des nuisances, etc.).

### 11.2 Gestion des déchets

En matière de gestion des déchets et des effluents, le Titulaire doit garantir :

- La conformité réglementaire (classification des déchets, contenants utilisés pour les déchets, rétentions, marquages / étiquetages, entreposage, traçabilité et suivi, etc.),
- La valorisation maximale de ses déchets (recyclage, réemploi, production de matériaux / énergie),
- Le tri sélectif obligatoire et le respect des consignes de tri et le suivi quantitatifs des déchets,

- La sensibilisation de son personnel à la bonne gestion des déchets.

Le brûlage à l'air libre des déchets sur le site, les mélanges des déchets ou effluents incompatibles ainsi que l'abandon ou la dépose des déchets et effluents (même inertes) dans des zones non réservées à cet effet, sont strictement interdits.

Tout entreposage de déchets et effluents est organisé de façon :

- A maintenir et respecter les niveaux de propreté requis,
- A prévenir tout risque de réaction chimique non contrôlée ; de pollution éventuelle (envol de matériaux, pollution des eaux ou du sol) et d'incendie,
- A réduire la durée d'entreposage à son strict minimum.

Le Titulaire devra veiller à la propreté du chantier de façon permanente pour éviter tout encombrement. Le nettoyage quotidien du chantier devra être assuré par le Titulaire à ses frais en respectant les procédures de gestion des déchets en vigueur sur le centre. Si nécessaire il pourra se rapprocher de l'entreprise titulaire du marché de gestion des déchets pour obtenir des précisions supplémentaires.

L'entreprise titulaire du marché de gestion des déchets sur le centre assurera la prise en charge de l'ensemble des déchets. Le cas échéant, le Titulaire devra assurer la traçabilité de l'élimination des déchets générés par le chantier non pris en charge, et fournir systématiquement au pilote de travaux les attestations correspondantes : bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI) ou autre justificatif. En l'absence de justificatif, des pénalités pourront être appliquées au Titulaire.

### **11.3 Protection de la biodiversité**

En particulier, pour les zones A, A' et D, le CEA/LR abrite des espèces végétales protégées. Le Titulaire s'assurera de ne pas y porter préjudice dans le cadre de ses activités. Une cartographie des zones concernées peut être mise à sa disposition.

La présence d'espèces végétales invasives a été détectée sur le site du CEA/LR. Afin d'empêcher toute propagation au sein du site, et à l'extérieur, le Titulaire devra se référer aux procédures internes. Une cartographie des zones concernées peut être mise à sa disposition.

Si des travaux forestiers, tels que de l'égale ou de l'abattage, sont nécessaires dans le cadre des activités du Titulaire, ce dernier devra informer en amont le pilote du marché des espaces verts afin de faire réaliser ces interventions préalablement au début du chantier.

## **ARTICLE 12 - SUIVI DU MARCHÉ – REUNIONS**

### **12.1 Réunion d'enclenchement**

Une réunion d'enclenchement est effectuée dans les locaux du CEA LE RIPAUT.

Lors de cette réunion, le Titulaire doit notamment détailler le planning des travaux avec les échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaire pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

La réunion d'enclenchement du marché est organisée par le CEA et a pour but de vérifier que les données d'entrée du marché sont à jour et sans ambiguïté et est l'occasion de présentations mutuelles et réciproques des équipes. Elle a pour but de permettre au CEA de s'assurer que les exigences du Marché (de performance, de coût, de délai, de management, de protection des informations) sont comprises et prises en compte et, au Titulaire, de faire la démonstration qu'il a bien mis en place les moyens et dispositions nécessaires pour débiter et exécuter les prestations du Marché conformément aux exigences contractuelles.

Le CEA fournit au Titulaire, lors de la réunion de lancement, la liste des membres de son équipe projet, auxquels le prestataire peut communiquer des informations (et réciproquement). Il rappelle les procédures, cadres et formats imposés, il rappelle les exigences en termes d'accès aux sites sur lesquels s'exécutent tout ou partie

des prestations. Il rappelle également les obligations du Titulaire en termes de protection des informations et de sécurité.

Participant obligatoirement à la réunion d'enclenchement, les interlocuteurs désignés du Titulaire du marché, le Coordonnateur Sécurité et les interlocuteurs désignés CEA.

Les participants seront prévenus de la date de la réunion d'enclenchement par un avis de réunion transmis au minimum 10 (dix) jours calendaires avant la réunion. Celle-ci se tient au plus tard 4 semaines, idéalement dans les 2 (deux) semaines suivant, la date de notification du marché.

L'ordre du jour type de la réunion d'enclenchement est le suivant et sera confirmé sur l'avis de réunion :

- présenter les intervenants (y compris les éventuels sous-traitants) et l'organisation mise en place au niveau du CEA et du Titulaire (organigrammes fonctionnel et nominatif, modalités de continuité de service, matrice des compétences et tableau de bord des habilitations),
- rappeler les objectifs de la prestation, des spécifications et exigences détaillées au CSTP,
- rappeler les risques éventuellement identifiés (performance, coût, délais, interfaces) et les dispositions prévues pour les maîtriser,
- établir le dossier de synthèse des données d'entrée,
- fournir la documentation « de base » nécessaire au démarrage de la prestation et vérifier que les données d'entrées du marché sont à jour et sans ambiguïté,
- expliciter les moyens de collecte de l'information, les formats d'échange, la périodicité et les modalités des réunions d'avancement (tableau de bord, etc...)
- établir un planning très détaillé des tâches à réaliser. Ce planning fait apparaître le détail des études, des approvisionnements, des montages et des essais et montre les liens entre toutes les tâches. Ce planning sera mis à jour tout au long de la prestation ;
- rappeler le référentiel technique utilisé (méthodologies, guides, documents génériques qui seront employés pour chaque macro-tâche),
- préparer les formalités d'accès au centre
- préparer les formalités d'accès aux installations (PPSPS, Plan de Prévention),
- préparer le PAQP et les procédures associées,

Lors de cette réunion, le Titulaire fait la démonstration :

- qu'il a bien mis en place les moyens et dispositions nécessaires pour débiter la prestation conformément aux exigences contractuelles ;
- qu'il a bien compris et pris en compte les exigences du marché (de performance, de coût, de délai, de management, de confidentialité, de propriété industrielle...) ;
- de la méthodologie qui sera appliquée poste par poste, des ressources mises en œuvre, de l'efficacité de son organisation...

A l'issue de la réunion d'enclenchement, le Titulaire a comme objectif de :

- soumettre au CEA dans les délais convenus les informations et documents nécessaires à la tenue des plans de prévention devant permettre les interventions des personnels du Titulaire ;
- effectuer la prise de connaissance générale par les intervenants du Titulaire de la documentation fournie.

## 12.2 Réunion d'inspection commune

Une réunion d'inspection commune est réalisée sur le chantier en présence du CEA, du Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé), du Titulaire et, le cas échéant, d'un représentant de chacun de ses sous-traitants. Elle sera planifiée au plus tard 1 semaine avant la première intervention de travaux du Titulaire.

## 12.3 Réunions de coordination SPS

Le coordinateur SPS se réserve le droit d'organiser des réunions de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé selon le besoin, en présence du Correspondant HSE du Titulaire et des animateurs HSE des entreprises sous-traitantes.

L'ordre du jour contient obligatoirement les rubriques suivantes :

- approbation du compte rendu précédent,
- hygiène, sécurité, environnement,
- difficultés rencontrées,

L'ordre du jour peut être complété en fonction des besoins détectés lors de l'exécution du marché.

## 12.4 Réunions de suivi (chantier)

Les modalités relatives aux réunions de chantier sont détaillées au CdC.

## 12.5 Réunion semestrielle de suivi renforcé

En raison du phasage des travaux envisagés et de la durée estimée du marché, les Parties conviennent de se rencontrer **une fois par an moins**, à compter de la réunion d'enclenchement de la tranche ferme, et ce, pour toute la durée du marché, y compris en période de non-activité.

Cette réunion a pour objet le suivi technique et financier du marché. L'ordre du jour est a minima le suivant :

- Bilan synthétique de l'avancement des Travaux par rapport aux références contractuelles,
- Examen du retour d'expérience (REX) des Travaux exécutés,
- Synthèse des écarts constatés par rapport aux spécifications du Marché, et des solutions palliatives apportées ou proposées, bilan de l'administration du Marché (demandes de modification en cours d'examen et/ou adoptées, état des paiements et factures...),
- Information du CEA concernant la levée ou non des tranches optionnelles ;
- Echanges sur la capacité du Titulaire à réaliser les Travaux à venir (délais d'organisation, prévisions des dates des réunions d'enclenchement...),
- Synthèse des indicateurs (avancement, sécurité chantier...),
- Synthèse des difficultés rencontrées, quelle qu'en soit l'origine, et des solutions apportées ou proposées,
- Vérification des autorisations de sécurité du Titulaire (habilitations en cours, évolution PCS...).

## 12.6 Modalités de rédaction des comptes rendus de réunions et de revues

Les comptes rendus ont pour objet de tracer les échanges, tels qu'ils ont eu lieu pendant la réunion ou la revue, et les décisions prises pendant la réunion ou la revue. Ils n'ont pas pour objet de tracer une position prise a posteriori de la réunion ou de la revue, sauf si elle répond à une demande explicitement faite en réunion.

Les comptes rendus intègrent un tableau de relevé et de suivi des actions dont la création et la mise à jour sont de la responsabilité du Titulaire.

**Sauf précision contraire du CEA, les comptes rendus des réunions et des revues seront rédigés par le Titulaire et transmis au CEA pour acceptation.**

En cas de demande de corrections jugées litigieuses, les sujets concernés sont indiqués dans le compte rendu et le litige sera discuté à la réunion suivante, en réunion d'opportunité, le cas échéant, en réunion de direction. Les comptes rendus non contestés dans un délai de 6 jours ouvrés à compter de leur date de réception postale ou par messagerie par le Titulaire seront alors émis. Après émission, si le Titulaire ne s'est pas manifesté sous 2 jours ouvrés, le compte rendu est réputé définitivement accepté. Les demandes sont traitées et tracées dans le cadre de la réunion suivante et de son compte-rendu.

Il est entendu que les comptes rendus ne peuvent modifier, compléter, amender de quelque manière que ce soit, le Marché. Toute décision prise conjointement en réunion est réputée sans aucun impact contractuel si au plus tard 5 jours après la diffusion de la décision, elle n'a pas fait l'objet d'une demande d'évolution ou toute autre modalité prévue au Marché pour la gestion des éventuels impacts. La décision ne pourra alors pas faire l'objet de réclamations ultérieures en cas d'exécution.

### **ARTICLE 13 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

La mission particulière de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier est assurée conformément aux dispositions du Code du Travail. Elle est assurée par un organisme indépendant du Titulaire.

L'opération objet du présent marché relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail.

Les dispositions relevant de cette mission sont définies par le coordonnateur dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de Santé (PGCSPS), qui régit de plein droit les Travaux objet du présent marché.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris, en accord avec le CEA, toute disposition nécessaire au respect des textes précités, tant au niveau de la phase conception qu'à celui de la réalisation.

Le Titulaire agit en concertation avec le coordonnateur. En particulier, il lui donne accès à toutes les réunions qu'il organise et lui envoie, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission de coordination, toutes les études qu'il a réalisées. Il agit également en concertation avec le coordonnateur pour arrêter les mesures d'organisation générale du chantier.

Le Titulaire tient compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade de la phase études que de la réalisation de l'ouvrage.

### **ARTICLE 14 - CONTROLES TECHNIQUES**

Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des Travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé. Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

#### **14.1 Contrôleur Technique**

Un contrôleur technique, chargé d'une mission de contrôle technique, est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

#### **14.2 Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé**

Un coordonnateur sécurité et protection de la santé (coordonnateur SPS), chargé d'une mission de coordination SPS, est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

### 14.3 Coordonnateur Système de Sécurité Incendie

Un coordonnateur du système de sécurité incendie (coordonnateur SSI), chargé d'une mission de coordination, est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

## **ARTICLE 15 - REMISE DE DOCUMENTS**

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre l'ensemble des documents demandés dans le CdC ainsi que les documents suivants :

### 15.1 Avant chaque phase de travaux

- Un planning prévisionnel détaillé des travaux,
- 30 jours maximum après la date de prise d'effet du présent marché, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), le cas échéant.
- L'ensemble des documents d'études d'exécution, conformément aux indications du CdC.

Ces documents sont remis en 2 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique au maître d'œuvre et au CEA, 1 exemplaire papier au bureau de contrôle, au CSPS et au coordinateur SSI pour validation.

### 15.2 En cours de travaux

- le Titulaire doit tenir à jour le planning de ses travaux ainsi que le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC).
- le Titulaire doit soumettre au CEA, l'ensemble des documentations, carnets d'appareillages et PV de matériaux, avant la date prévue pour leur mise en œuvre et dans tous les cas dans un délai compatible avec le planning général de l'opération ;
- le Titulaire doit fournir sur demande du CEA tous les documents techniques, notes de calculs, fiches descriptives de produits et échantillons avant mise en œuvre.
- le Titulaire doit soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations préalables à la réception, au moins 20 jours avant la date prévue pour leur réalisation.

### 15.3 A la fin des travaux

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) qui doit être accepté par le CEA. Le DOE comprend, a minima, les documents exigés au CdC.

Si la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit lever ces réserves dans un délai précisé dans le procès-verbal de réception ou à défaut dans le délai précisé à l'article 34.1 des CGA et mettre à jour le DOE.

Le Titulaire remet alors le DOE modifié, qui doit être accepté par le CEA, au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de levée de la dernière réserve.

### 15.4 Documents à relatifs aux équipements installés

Le Titulaire remet au CEA, toute la documentation afférente aux équipements installés : certificat de conformité CE, notice de fonctionnement, notice d'utilisation avec plans et schémas électriques, manuel de maintenance, notice d'entretien, et instructions de sécurité et tous documents mentionnés dans le CdC en langue française.

### 15.5 Format des documents informatiques

Tous les dossiers remis par le Titulaire sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,

- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

## 15.6 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des Parties.

## **ARTICLE 16 - MISES A DISPOSITION PARTIELLE**

**Pour les zones F, I, E, et A, le CEA impose que certains tronçons nécessitant une ouverture de la clôture fassent l'objet d'une mise à disposition partielle**, dans les conditions de l'article 34.1 des CGA. Si d'autres zones devaient être concernées par des mises à dispositions partielles, le CEA en fera la demande dans les conditions fixées à l'article 34.1 des CGA.

Avant la mise à disposition de ces parties des ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le CEA et le Titulaire.

La mise à disposition opère temporairement le transfert de la garde et des risques au CEA. Néanmoins, le Titulaire conserve la responsabilité des dommages qui lui sont imputables.

## **ARTICLE 17 - RECEPTION DES TRAVAUX**

### **17.1 Opérations Préalables à la Réception**

Le Titulaire avise le CEA de la date prévisible de réception incluant ses contrôles, essais, mise au point réglages, 20 jours avant cette date par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Titulaire joint à cette demande :

- Le DOE partiel correspondant à la zone à réceptionner,
- Tous les documents d'exécution concernant les travaux,
- Le planning détaillé proposé pour les opérations de réception,
- Les fiches de contrôle visuel et fiches d'essais des différents équipements techniques.

Le CEA en sa qualité de maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le CEA et signé par lui et par le Titulaire. En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

A l'issue des Opérations Préalables à la Réception, le CEA fait connaître au Titulaire s'il propose ou non une visite de réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date qu'il a proposée de retenir.

### **17.2 Réceptions**

**Par dérogation à l'article 34.2 des CGA, les Travaux de la tranche ferme sont réceptionnés par zones identifiées aux articles 3 et 9.2 du présent contrat et au CdC font l'objet d'une réception partielle.**

**Pour chaque tranche optionnelle, une seule réception a lieu.**

Ces réceptions partielles entraînent le transfert de la garde des ouvrages. Chaque réception partielle fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 5 au présent marché).



Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception (OPR), et à l'issue de la visite de réception, le CEA prononce la décision concernant la réception partielle qui peut être : avec, ou sans réserve, avec ou sans réfaction, ou un refus de réception.

Cette décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les 10 jours suivant la date du procès-verbal des OPR.

Pour les phases de travaux et parties de l'ouvrage ayant donné lieu à une réception partielle, les délais des garanties courent à compter de la date d'effet des réceptions partielles : **date de signature du procès-verbal de réception.**

Il est précisé que le **décompte général est unique pour l'ensemble des travaux**, la notification de la dernière décision de réception partielle fait courir le délai de remise du projet de décompte final fixé à l'article 29.2.1 des CGA. Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

### **17.3 Montage - installation des fournitures**

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doivent s'effectuer conformément aux dispositions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA et du CdC.

## **ARTICLE 18 - GARANTIES**

### **18.1 Garantie concernant les études**

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution liées aux travaux, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du présent marché.

### **18.2 Garantie concernant les travaux**

Les garanties prévues au titre du présent marché sont les garanties légales et les garanties prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

A dater de la notification des désordres par le CEA lors de l'année de parfait achèvement, le Titulaire dispose du délai prévu dans la notification ou à défaut d'un délai de 60 jours calendaires pour y remédier. Passé ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités mentionnées à l'article Pénalités ci-après et faire procéder aux travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'indisponibilité d'éléments d'équipements, la période de garantie de bon fonctionnement est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt des éléments d'équipement.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux installations, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.



## **ARTICLE 19 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

## **ARTICLE 20 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

### **20.1 Retard d'exécution**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Travaux, ou une des composantes des Travaux (autres prestations), dans les délais fixés à l'article Délais ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Les pénalités sont calculées sur le montant HT de chaque tranche concernée par le(s) retard(s), au taux de 1/1000<sup>ème</sup> par jour calendaire de retard.

Ces pénalités de retard ne peuvent pas dépasser 10% du montant total hors taxes de chaque tranche concernée.

Les autres modalités d'application de ces pénalités, non détaillées ci-dessus, figurent à l'article 24 des CGA.

### **20.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Ces pénalités sont précisées à l'article 17.3 des CGA.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

### **20.3 Pénalités pour absence ou retard aux réunions**

Il sera appliqué une pénalité pour absence ou retard du Titulaire aux réunions prévues à l'article 12 supra, non justifiés, à raison de :

- en cas de retard : 100 euros par tranche de demi-heure de retard (limité à 3 heures, au-delà, le retard équivaut à une absence).
- en cas d'absence : 500 euros par absence.

### **20.4 Application des pénalités**

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

### **20.5 Caractère des pénalités**

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

## **ARTICLE 21 - AUDITS ET INSPECTIONS**

### **21.1 Audit de Marché**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

### **21.2 Inspection**

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.2 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des Prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des Prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses Prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

### **21.3 Droit d'accès**

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des Prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

### **21.4 Obligations à transférer**

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

## **ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET**

Le Marché est un marché classifié de niveau Secret (S) au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il implique la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;

- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

4. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

5. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

6. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

7. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

**En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 1 000 € HT/jour de retard.**

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

9. Les lieux (locaux du Titulaire ou locaux mis à disposition par le CEA) voués à abriter des Informations et/ou Supports Classifiés, ainsi que les systèmes d'information utilisés pour traiter des ISC doivent présenter toutes les garanties pour assurer la protection du secret de la défense nationale et peuvent faire l'objet d'inspections, de contrôles ou d'audits de la part du CEA.

L'élaboration, le traitement, le stockage et la conservation des Informations ou Supports Classifiés doivent être réalisés par le Titulaire dans des lieux abritant ayant fait l'objet d'un avis technique d'aptitude physique délivré par le service enquêteur. Les références de l'aptitude physique des locaux sont obligatoirement mentionnées dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire doit fournir au CEA une attestation de conformité physique de ces lieux abritant conformément à l'annexe n°26 de l'IGI 1300.

En cas d'inexécution des travaux requis par le service enquêteur chargé de la vérification d'aptitude physique des locaux dans les conditions définies par les dispositions de l'IGI 1300 ou de non-conformité de ces derniers, le Titulaire engage sa responsabilité et le Marché peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à signaler toute modification susceptible de remettre en cause les garanties que présentent ses locaux ainsi que les systèmes d'information utilisés pour la protection des Informations ou Supports Classifiés communiqués au titre du Marché.

À l'achèvement des prestations du Marché nécessitant l'accès à des ISC, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois pour en informer le CEA qui détermine, dans la Fiche de Clôture du PCS (FICPCS), la destination à donner aux ISC jusqu'alors détenus par le Titulaire ainsi que les conditions de démantèlement du système d'information classifié. Par défaut, les Informations et/ou Supports Classifiés énumérés dans le Plan contractuel de sécurité du Marché doivent être intégralement retournés au CEA, sauf mention contraire stipulée dans la FICPCS. Le Titulaire s'engage à respecter ces dispositions. En cas d'inexécution, le Titulaire s'expose à des sanctions pénales et contractuelles, dont la pénalité de retard définie supra.

En cas de cessation d'activité ou de dissolution, le Titulaire restitue ou détruit les ISC qu'il détient au titre du Marché selon les modalités définies par le PCS.

**ARTICLE 23 - TRAVAIL DISSIMULE**

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

**ARTICLE 24 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à [xxxxxx], en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le

PROJET

**ANNEXE N° 1 - PLANNING GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION****ANNEXE N°2 - DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE – DPGF****ANNEXE N°3 – ECHEANCIER SAP**

Poste SAP	Prestations / Travaux
10	Prestations générales – tranche ferme
20	Avancement des travaux – tranche ferme
30	Réception des travaux – tranche ferme
40	Révision des prix tranche ferme
50	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°1
60	Réception des travaux – tranche optionnelle n°1
70	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°2
80	Réception des travaux – tranche optionnelle n°2
90	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°3
100	Réception des travaux – tranche optionnelle n°3
110	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°4
120	Réception des travaux – tranche optionnelle n°4
130	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°5
140	Réception des travaux – tranche optionnelle n°5
150	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°6
160	Réception des travaux – tranche optionnelle n°6
170	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°7
180	Réception des travaux – tranche optionnelle n°7
190	Avancement des travaux – tranche optionnelle n°8
200	Réception des travaux – tranche optionnelle n°8
210	Révisions des prix des tranches optionnelles
220	Travaux et prestations réalisés dans le cadre de la part estimative

L'échéancier est donné à titre indicatif, il peut être modifié à tout moment par le CEA en cours d'exécution du Marché. Le CEA transmet au Titulaire toute nouvelle version dudit échéancier.

**ANNEXE N°4 - TAUX HORAIRES APPLICABLES POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES**

Taux horaires par qualification	
Ingénieur d'études	[A compléter par le soumissionnaire]
Technicien d'études	[A compléter par le soumissionnaire]
Ingénieur travaux	[A compléter par le soumissionnaire]
Technicien travaux	[A compléter par le soumissionnaire]
Chef de chantier	[A compléter par le soumissionnaire]
Chef d'équipe	[A compléter par le soumissionnaire]
[A compléter par le soumissionnaire]	[A compléter par le soumissionnaire]

COEFFICIENT D'APPROVISIONNEMENT
[A compléter par le soumissionnaire] %

**ANNEXE N°5 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION****Commande n° : 4600xxxxx****Demande d'Achat n° :1680xxxxx****Fournisseur :****Objet :**

Je soussigné, \_\_\_\_\_, pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire \_\_\_\_\_ au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.

☐ Est prononcée :

☐ Avec réserve(s) :

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. (1)

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). (1)

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de \_\_\_\_\_ à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

(1) (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

Nature des réserves	Prestations à exécuter

Le Titulaire

Fait à : , Le

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de contrat





**ANNEXE N°6 - CAUTION BANCAIRE**

(à établir sur papier à en-tête de l'établissement financier)

**A - Identification du bénéficiaire de la caution, du titulaire du marché et de l'établissement financier apportant sa caution**

Bénéficiaire de la caution : Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA),  
(indiquer l'adresse du centre du CEA) ou toute entité le substituant,

Représenté par M. en qualité de :

Titulaire du Marché :

SA. au capital de :

Numéro d'immatriculation RCS -

Dont le siège social est à :

Représenté par M. en qualité de :

Etablissement financier apportant sa caution :

Dont le siège social est à :

Représenté par M. en qualité de :

Objet du Marché :

Référence et date du Marché :

Date prévue pour la réception

**B – Engagement**

1. L'Etablissement financier déclare se porter caution personnelle et solidaire du Titulaire du Marché référence XXXX en remplacement et pour le montant de la retenue de garantie de ... % prévue dans l'article XXXX dudit Marché, pour un montant de XXXXX (indiquer la devise) (en chiffres et en lettres).

2. L'engagement de caution couvre toutes les créances que le CEA sera amené à détenir en application des dispositions du Marché référence XXXXXX, dans la limite du montant de la retenue de garantie et pendant le délai de garantie prévu dans le Marché.

3. Lorsque la ou les créances du CEA seront exigibles, celui-ci adresse tous justificatifs par Lettre recommandée avec Avis de réception à l'Etablissement financier. Tous les frais et droits auxquels le présent engagement ou son exécution donneront lieu seront acquittés par l'Etablissement financier qui s'y oblige.

4. Toutes les sommes dues par le Titulaire du Marché référence XXXXX et dont l'origine serait antérieure à la réception par le CEA de la notification de dénonciation seront garanties par le présent engagement.

5. L'Etablissement financier renonce expressément au bénéfice de discussion et de division.

6. Le présent engagement prendra effet le , et ce pour une durée de XXXX (mois ou années).

Cet engagement sera prolongé en cas de notification par le CEA de son opposition à la mainlevée motivée par l'inexécution des obligations du Titulaire.

Fait à , le

Signature de l'Etablissement financier :

(Faire précéder la signature de la formule manuscrite suivante « bon pour caution solidaire et indivisible à hauteur

De (devise) (en chiffres et en lettres) en principal, intérêts, frais et accessoires).